

Chapitre 14

Occupation et Savoir-Faire.

La Caroline du Sud comprend rapidement le sens de l'imprécation de Jules César « Vae Victis ! » La guerre a été terrible et nous en découvrons tous les jours de nouvelles horreurs. De la plantation, nous entendions, étouffés par la forêt et les bois, la distance et le vent de mer les bombardements d'artillerie aux alentours et les bruits des combats. Avec un certain retard nous apprenions les défaites successives qui frappaient notre armée. La prise de Richmond était survenue le lundi 3 avril mais nous ne l'avons apprise que le jeudi 6. La reddition de Robert Lee, nous l'avons apprise plus vite. Il a déposé les armes le dimanche 9 avril et c'est le lendemain que nous avons su.



*Entrevue entre Lee et Grant à Appomattox Court House
Dimanche 9 avril 1865*

J'ai commencé par penser que la défaite d'Appomattox Court House était la fin de la guerre ; mais non. Il a fallu attendre le mercredi 26 avril pour que Johnston déposât les armes et encore cela n'a-t-il pas signifié la fin des combats. Un général a continué la lutte. Il s'agit de De-Ga-Ta-Ga. Son nom en anglais est Stand Watie. Prononcer Stènd oueytii. En effet il aurait mieux valu transposer son nom cherokee en « Wait and Stand Firmly » c'est-à-dire « celui qui attend debout sans fléchir ». Car c'est la signification de Degataga, son nom

indien. Ce sang mêlé d'un Cherokee et d'une blanche est né en Georgie en décembre 1806. Il est le neveu d'un chef respecté qui a nom Major Ridge. Car ces indiens ont plus ou moins quitté la tribu pour servir dans l'armée nationale. Lors de la sécession, Watie a rejoint les forces confédérées et il est maintenant général. Le seul général indien. Mais il n'y a là rien de surprenant lorsqu'on connaît son histoire personnelle.

C'est par définition l'avocat de causes perdues, le soldat des combats désespérés. Les terres ancestrales de la famille, celles où ils évoluaient depuis toujours, leur sont retirées. Par un accord dont je pense qu'il est proprement scandaleux mais qui correspond bien à la façon d'évoluer de la colonisation états-unienne. Comme toujours, la découverte de gisements d'or ne profite pas aux légitimes occupants des terrains « magiques ». Les colons arrivent en ruées désordonnées. Il faut impérativement faire de ces gisements une propriété des États-Unis. Aussi le gouvernement de Washington propose-t-il aux indiens un traité pour échanger leurs terres contre d'autres. Les avis des tribus sont partagés mais les indiens finissent par signer le traité de *New Echota* le mardi 29 décembre 1835.

Aux termes de ce traité de dupes, signé avec le président Andrew Jackson, les Cherokees vendent leurs terres contre de l'argent et des terres en *Indian Territory*¹ par-delà le Mississippi. Seulement une grande partie des chefs cherokees refusent ce traité ce qui divise radicalement l'ensemble du peuple cherokee. La scission est telle qu'elle débouche sur une guerre fratricide qui dure jusque vers 1845, mon beau-père n'est pas très précis sur les dates. En fait il n'y a guère plus de mille huit-cents à deux mille et quelques indiens qui acceptent de transhumer. Devant les résistances, Washington envoie des troupes avec comme supplétifs une milice de Georgie. Nous sommes en 1838 et l'armée a pour mission de forcer le mouvement de transfert des réticents. Comme toujours lorsque une armée aux ordres des yankees se met en branle, les choses se passent violemment et l'opération aboutit à des résultats notoires, entre autres à la mort de près de quatre mille indiens, hommes femmes et enfants et surtout à la fuite dans les montagnes d'un millier d'autres. Dans les milieux réprobateurs de ces événements, on les nomme « La Piste des Larmes » traduction de la locution cherokee qui évoque cet exode cruel. L'année suivante, en 1839 donc, un parti d'indiens réfractaires assassine les signataires indiens de l'accord scélérat et leurs familles. Stand Watie, prévenu à temps peut se soustraire aux assassins. Il est jeune – vingt-trois ans – et est pris en pension par un établissement d'accueil. Il y reçoit une éducation états-unienne et vit désormais à l'occidentale. Bénéficiaire d'une pension au titre de la vente des terres familiales, il investit cet argent dans la terre et établit une plantation. Il devient un planteur aisé – avec esclaves – puis carrément un riche planteur. Il faut reconnaître que les indiens qui ont marché avec les blancs et ont accepté le traité s'en sont trouvés finalement assez bien et nombreux parmi eux ont eu des esclaves. La loi Lincoln de 1863 sur l'abolition n'a donc pas leur soutien. Au début de la guerre de sécession, la comptabilité des plantations établit que les indiens des États du Sud possédaient autour de mille six-cents esclaves. Mais il faut aussi souligner que comme chez les blancs de la Confédération des États d'Amérique, il existe chez les indiens des positions antagonistes quant au maintien de l'esclavage. Et comme beaucoup d'entre eux sont des convertis de fraîche date au christianisme, ceux qui s'opposent à l'esclavage le font au titre de l'humanisme chrétien qui le juge profondément immoral et ils militent pour l'abolition avec le zèle des néophytes. Ce n'est pas le cas Watie et c'est pourquoi il a rejoint l'armée confédérée. En fait il n'a pas grand' chose à gagner et tout à perdre à cesser le combat, il refuse de déposer les armes. Toutefois, comme il ne reste pas grand monde de la 1^{ère} Brigade Indienne de trois-mille hommes dont il a reçu le commandement il y a moins d'un an, comme beaucoup de ses hommes ont déserté pour rejoindre les yankees après la reddition de Lee, il se trouve réduit à se battre à la fois contre de

¹ Qui est devenu depuis l'État de l'Oklahoma.

ses compatriotes cherokees désormais fidèles à Washington et contre les troupes de l'Union. Aussi finit-il par lui aussi mettre bas les armes et se soumettre en juin 1865. Le vendredi 23, pour être exact. Là j'en suis sûr parce que je l'ai vécu. Je vais en finir avec lui parce qu'en fait, comme beaucoup de planteurs esclavagistes il a laissé sa fortune dans cette guerre perdue.

Après la défaite, il se lance en politique en se faisant désigner en 1866 comme membre de la délégation Cherokee pour la négociation du *Cherokee Reconstruction Treaty* qui, il faut le reconnaître n'aboutira à rien. Revenu sur ses terres, sans avoir rien tiré de sa participation au congrès il ne réussira pas à reconstruire sa fortune.

Comme le répète froidement mon beau-père, « Dans le monde yankee, un indien ou un nègre riche est un riche et ces putassiers de yankees les suivent comme des chiens salivants alors qu'un indien ou un nègre pauvre est un indien ou un nègre et aucun yankee blanc ne lèvera le petit doigt pour lui. »

Mais cette histoire de Stand Watie témoigne toutefois d'un point qu'il faut porter au crédit des yankees et notamment du Président Johnson qui a succédé à Lincoln : malgré les exactions commises par des soudards comme il en existe dans toutes les armées, les conditions imposées aux Dixies auraient pu être pires. L'acte de reddition signé par Lee devant Grant est étonnamment généreux pour les soldats confédérés. Bien des animaux de trait – chevaux, bœufs et mules – appartenaient en fait aux soldats qui les conduisaient. Bien des soldats de la confédération, surtout à la fin, avaient été mobilisés avec leurs propres armes. Grant a donc laissé partir les soldats de Lee avec leurs animaux et leurs armes personnelles. En fait seules sont restées entre les mains des yankees les pièces d'artillerie et leurs avant-trains de roulement. Même les chariots de fermes mobilisés sont repartis vers les familles. Grant a donné le ton. Et la présidence de Washington a confirmé ces dispositions. Au début au moins. Et il n'y a donc rien de surprenant à ce que Stand Watie, de général confédéré devienne membre d'une commission officielle mise sur pied par les vainqueurs.

En revanche, qu'il ne puisse pas se remettre financièrement de la défaite n'a rien de surprenant. Il en a été de lui comme de tous ceux qui se sont trouvé en butte aux pressions, chantages, extorsions et abus de pouvoir d'une gent particulièrement redoutable et sordide : les *Yellowlegs* et *Carpetbaggers*. Avec leur arrivée, les ennuis de l'occupation ont vraiment commencé. Pendant toute la période de la reconstruction initiale, les yankees ont maintenu des troupes dans les grandes villes ex-confédérées le temps que la situation se normalisât un peu. Il fallait faire redémarrer les instances administratives, d'abord. Il fallait aussi restaurer tout le système postal. Il a fallu relancer le système monétaire encore que dans toutes les familles qui avaient un peu d'argent on ait conservé des dollars fédéraux. Seulement la plupart des billets dataient d'avant-guerre et n'avaient plus cours. À Charleston la guerre a totalement effacé la prospérité d'avant-guerre.

À la différence de ce qui se passe sur notre plantation, les esclaves libérés d'office par le décret Lincoln et les troupes d'occupation sont dans une situation déplorable. Sans travail ils sont dans la misère. Les rares plantations qui n'ont pas souffert de la politique de la terre brûlée de Sherman n'ont plus de main d'œuvre. Et la trésorerie manque pour relancer les activités. La situation est particulièrement difficile pendant la première année. Pas à la plantation Toppenot, en fait, parce que les commissions d'inspection sont tombées sur un établissement qui fonctionne à leur convenance. Mes relations au commandement des troupes fédérales sont excellentes. Toutefois, certains scallawags voudraient bien établir un lien entre notre famille et l'arrestation des agents Pinkerton au début de l'année. Mais les autorités militaires ont d'autres soucis à régler que donner la main à des vengeances sordides. Je puis enfin parcourir la ville en voiture et constater l'ampleur des dégâts imputables à l'œuvre vengeresse de Sherman. Au début de l'occupation, je ne sors pas ma chambre photographique, mais peu à peu j'ai l'autorisation tacite de prendre des clichés. J'ai comme

l'impression que les militaires yankees mettent de l'eau dans leur vin. Le major avec lequel j'ai des relations fréquentes m'a dit en confidence qu'il est désolé que cette ville magnifique ait tant souffert. Il fait de son mieux pour faciliter dans son domaine la reprise de l'activité d'avant-guerre. Mais il a reçu des ordres assez désagréables à exécuter aux yeux des nantis d'ici. D'abord, il a pour mission de recenser les armes qui sont détenues par les familles d'anciens militaires de son secteur. Il m'explique pourquoi. La guerre a entraîné la mise au point et la fabrication d'armes modernes. La démobilisation d'un certain nombre de soldats et officiers yankees va entraîner la disponibilité de nombreuses armes qui vont regagner les armureries. Mais il y a une pression des industriels du nord, les dirigeants de la maison Colt pour ne pas les nommer, pour écouler leurs vieux modèles et vendre les nouvelles armes. Le marché de l'armée de terre yankee en matière de revolvers est largement ouvert à la maison Remington avec son modèle 1858 et ses modèles suivants. Alors il a germé dans l'esprit retors de quelques « pantalons jaunes » ou « sacs en broderie » une idée machiavélique : saisir toutes les armes fabriquées par le sud en violation des patentes des industries du Nord. Autant dire, tous les revolvers produits par les maisons sudistes qui ont copié les revolvers Colts. Et comme il est évidemment obscène d'envisager de laisser des citoyens états-uniens sans arme de poing au moins à la maison, le but est de les forcer à acheter les revolvers Colts des surplus militaires. Je réfléchis rapidement à la question, mais la plantation ne risque pas de souffrir de cet oukase. Toutes les armes étaient en place avant la guerre. Il y a bien mon LeMat mais il vient de France et de toute façon cette arme ne peut être considérée comme enfreignant le droit des brevets et patentes. Le Lefauchaux de Tertullien est français et nous avons les lettres d'exemption de droits de douane pour ces armes. Pareil pour mon Le Bossu. Toutes les autres armes ont été achetées légalement en respectant les règles des droits de la propriété industrielle. En revanche, tous les démobilisés auxquels l'armée confédérée a laissé leurs armes, ceux-là vont encore devoir trouver de quoi s'armer une fois les armes saisies.

Lorsque je reviens de cette visite au Q.G. des forces yankees à Charleston je sens que j'ai besoin de réfléchir. Pour le moment, le « bill » qui doit être publié sur le sujet n'est même pas encore rédigé. Il faut réagir rapidement. Moïse conduit lentement la voiture et je parcours la ville dévastée.



L'hôtel « L'ombre du Palmetto », Charleston, avril 1865

En passant dans l'Avenue de la Batterie qui remonte du port vers le centre-ville, je ne reconnais plus rien de cette artère que je parcourais il y a encore deux mois. Il faut que je retrouve le bâtiment de la Poste centrale pour me situer. Et alors je remarque la marquise en fer forgée de l'hôtel-restaurant-cabaret Palmetto Shade. Il n'y a plus la toile rouge de l'auvent mais au bord du trottoir dévasté, le dernier palmetto de la ville, ce palmier typique de la Caroline du Sud et qui figure sur le drapeau de l'État, ce dernier palmetto, donc, agite encore avec un courage désespéré les quelques palmes qui lui restent en ce printemps du malheur.

Je dois faire un effort surhumain pour contenir le mélange de tristesse et de haine qui m'envahit à ce spectacle de misère. Je ne veux pas laisser mes sentiments l'emporter sur la raison. D'autant que maintenant il faut tout reconstruire et ma neutralité active sera le garant de la poursuite de la vie de la plantation Toppenot. N'empêche. Maintenant je sais ce que je vais faire pour les armes.

Un peu plus loin Moïse est encore obligé de ralentir tant la chaussée est endommagée. Nous arrivons en vue de l'église Saint Michael. Quel désastre !



*Charleston, avril 1865
L'Église Saint Michael.*

Les bâtiments sont vides, éventrés, sans doute pillés. Les arbres qui restent font un effort pour égayer de leurs feuilles vert tendre la poignante détresse de la ville dévastée. L'horloge du clocher est arrêtée, plus aucun sacristain ou employé du consistoire ne vient plus la remonter et je suis même agréablement surpris de voir qu'elle est toujours en place. Un rayon de soleil de printemps perce les nuages printaniers et la menace de pluie qui traînait depuis ce matin s'éloigne. En plus, je sais ce que je vais suggérer à mon beau-père. Nous allons faire en sorte que les propriétaires d'armes « réprouvées » ne perdent pas tout dans cette affaire.

Il va falloir opérer discrètement avant que la circulaire administrative soit diffusée par les tambours de rues et les placardages. Nous passerons par le canal des marchands et marchandes des légumes du marché central. Je pense aussi au culte du dimanche. Et comme je suis catholique, je verrai les paroissiens irlandais et italiens qui feront passer le message.

De retour à la plantation, je demande un conseil de famille à mon beau-père. Je lui parle de cette affaire d'armes. Il éclate de rire. « Mon gendre, je suis heureux que vous corroborez mes informations. Cela fait deux jours que je suis sur cette affaire. Nous allons nous occuper de cela. Et je pense que non seulement cela sera lucratif, mais encore cela permettra à nos amis de s'offrir des armes respectant les règles et en bon état. Et comptez sur moi pour tenir la dragée haute aux carpetbaggers qui prétendront se remplir les poches. Vous avez vos relations et j'ai les miennes. »

Point n'est besoin de réunir le conseil de famille, donc. Si Aldebert s'occupe de tout...

Au déjeuner, je note l'absence de Tertullien. Aldebert explique à la tablée que mon ami est en voyage à Savannah. Il est parti au consulat de France qui après les opérations d'urbanisme des soudards de Grant ressemble à une oasis dans un désert de gravats. Je suis assez surpris de découvrir ce voyage inattendu mais il est vrai que j'ai été assez occupé par les interventions que m'a confiées mon beau-père. Tertullien est parti par le train dans une voiture appartenant à la compagnie dont Aldebert est actionnaire. Cette voiture a été raccrochée à un convoi militaire yankee et transporte plusieurs personnalités sudistes – puisqu'on ne doit plus dire confédérées – et yankees. Il s'agit de faire repartir la vie quotidienne et notamment rouvrir les ports. Nous déjeunons toujours à la française. Le déjeuner est un vrai repas. Certes, l'ordinaire a beau être encore assez frugal, la chère s'améliore. Et bonne chère réjouit tous les cœurs. L'école a repris et occupe Hélène et Françoise. Le travail du printemps a repris. En négociant avec les autorités militaires, Aldebert a pu se procurer des mules et des chevaux de trait de réforme. Le travail des champs de maïs, de coton et la traite de théiers a repris presque comme avant la guerre. Plusieurs enfants qui ont été reconnus comme capables de lire et de compter ont été admis à un emploi sur la plantation et reçoivent salaire. Mais il nous faut embaucher. Sié a avancé une idée très intéressante. Le coton de chez nous est peu rentable. Nous n'en produisons pas assez et c'est surtout la Caroline du Nord qui est l'État le plus productif. Les planteurs du Nord de la Caroline du Sud se rattachent aux marchés de gros de la Caroline du Nord et nous sommes trop loin avec des relations ferroviaires encore bien perturbées. Alors pourquoi ne pas se lancer dans la culture maraîchère à plus grande échelle et à la culture des fruits dont on pourrait faire des confitures pour les villes ? Comme nos cotonniers seraient de toute façon à remplacer, Aldebert a réuni un conseil de famille avec Pierre, ces dames et Françoise, et moi-même. Nous avons considéré que cette proposition de Sié est bonne et vaut le coup d'être tentée. En foi de quoi nous avons lancé une campagne de recrutement d'ouvriers avec des connaissances particulières pour certains et sans spécialités pour les autres. Je nourris quelques doutes sur cette campagne. J'ai entendu dire que nombre des planteurs de ce qui était notre cercle de relations avant la guerre ont les pires difficultés à recruter, que les percepteurs yankees sont très exigeants envers eux parce qu'il y aurait une politique de mise à contribution au titre de dommages de guerre.

Un incident nous a amusés mais en y repensant, nous sommes plein de compassion pour ceux des planteurs amis à qui la même mésaventure est survenue. Alors que nous n'attendions personne, un boguet non annoncé apparaît en début d'après-midi au débouché de l'allée qui conduit de la grand' route au jardin d'accueil. Il est conduit par un homme replet accompagné par un « nèg' endimanché » comme le décrit la Bonne Lucie penchée à la fenêtre de la salle à manger. Comme nous avons envisagé l'arrivée de « carpetbaggers » ou de « yellowlegs », nous avons mis au point une stratégie destinée à nous moquer des intrus. La

Bonne Lucie est donc dépêchée en urgence sur la véranda, ce qui va commencer par forcer les indésirables à s'adresser à elle depuis le bas de l'escalier. Elle saura les toiser de façon insolente. Son importance dans la famille l'a fort bien entraînée à cet exercice. La voiture s'arrête et le blanc qui la conduit serre la mécanique. Le nègre qui est assis à côté, impeccablement sanglé dans un costume trois pièces et des bottines à guêtre roule des yeux effarés lorsqu'il voit la forte femme d'une cinquantaine d'années le toiser dans sa robe de riche facture rehaussée de bijoux de qualité.

- Qui demandez-vous, à cette heure, Messieurs.
- On veut voir tes maîtres, la négresse ! s'exclame le blanc.
- Je vous ai demandé qui vous voulez voir et non quelles personnes !¹
- Nous voulons voir Monsieur Aldebert Toppenot.
- Je vais voir s'il est disponible. »

La Bonne Lucie remonte vers le bureau et nous regardons entre les jalousies de bois les deux hommes faire le pied de grue au bas de l'escalier. Le blanc observe la façade avec attention tandis que le noir se montre fort gêné.

Aldebert se tourne alors vers Sié en vêtements de ville et avec ses belles chaussures qui brillent comme celles d'un officier anglais. « Mon bon Aldebert Toppenot, va donc demander ce que veulent ces deux néfastes.

- Mais nous allons d'abord leur envoyer Maryam. Elle est habillée comme Madame mais elle est une toute jeune femme. Ensuite, je vais arriver après qu'ils auront fait des remarques certainement salaces. Mon arrivée devrait encore plus les troubler.

- Voilà une très bonne idée, Sié. Nous n'avons pas fini de rire. Ensuite tu demanderas à ton régisseur de venir. Tu m'appelleras par ton nom et là, je pense que ce sera l'hallali. Tu me confieras le soin de leur répondre en matière financière parce que je suis sûr qu'ils vont nous parler d'argent.

Maryam est obligée de se mordre les joues pour ne pas rire. Elle descend dans le hall



Maryam et « ses enfants » accueillent les visiteurs.

d'une démarche impériale. Elle est accompagnée par trois enfants des ouvriers en habits du dimanche parce qu'ils préparaient une fête de l'école. Lucie lui ouvre la porte et s'efface.

¹ L'intérêt de la langue anglaise est que l'on entend les pluriels ce qui n'est pas toujours le cas en français.

- Messieurs dit la secrétaire d'Aldebert à voix claire, mon mari va arriver il passe une veste. »

Le blanc prend un air égrillard. « Alors le fameux Aldebert Toppenot a marié une de ses négresses ! Il vaut pas plus qu'les autres ! »

Le pas lourd et assuré de Sié fait grincer l'escalier monumental en bois précieux. Le « maître de la plantation » s'encadre dans la porte derrière son « épouse ».

- Messieurs, dit-il avec un accent des plus anglais, pouvez-vous m'indiquer le motif de cette visite inopinée ? Le plus courtois aurait été de nous faire tenir un câble ou une lettre. Je vois à votre mise, monsieur, que vous nous arrivez du nord du Potomac. Et votre esclave porte un sac en tapisserie qui est aussi à la mode dans le nord. Quel est donc le motif de votre visite.

- Il y a gourance, le nègre ! C'est Aldebert Toppenot que je veux voir.

- Eh bien vous me voyez. Et je vous prie de m'appeler Monsieur et non le nègre. Mon épouse m'a annoncé, que je sache !

- Mais vous... vous êtes le propriétaire de la plantation ? Vous n'êtes pas blanc, ni...Madame...Toppenot !

- Ne savez-vous pas que nous sommes venus de Martinique ?

- Mais je croyais que vous étiez des colons...

- C'est ce que nous sommes, ici. Ou plutôt des planteurs.

- Mais vos esclaves !

- Il y a bien longtemps qu'il n'y a plus d'esclaves sur cette plantation. Lorsque la loi d'affranchissement des volontaires pour servir dans l'armée de la confédération a été promulguée, il n'y avait plus que deux esclaves ici. Des vieux qui ne participaient plus aux travaux difficiles. Mais comme ils savent lire ils ont aidé à faire l'école. Mais je les ai affranchis sans le leur dire. Je les paie sans qu'ils le sachent puisque je ne leur demande pas de loyer pour leur maison. Donc je place leur salaire et j'y puise pour leur fournir des graines et semences pour leur jardin...

- Bon mais ce n'est pas pour cela que je suis venu. Nous venons acheter votre plantation. Cela va vous apporter une forte somme.

- Que voulez-vous dire par une forte somme ?

- Trois cents dollars. Cash ! »

Sié éclate d'un rire joyeux. Il se tient les côtes et il répond, en tentant de reprendre son souffle :

- Mais mon pauvre ami, je ne suis pas un cireur de chaussures. Rien qu'en propriété foncière, ma plantation valait plus de deux cent mille dollars avant la guerre. Comme elle n'a pas souffert et que nous sommes en cours de modification de notre production, comme nous avons récupéré l'essentiel de notre bétail de travail, ma plantation reste encore à une forte valeur. Et de toute façon j'ai des investissements dans le chemin de fer notamment dans la poursuite de la ligne vers l'ouest. Pour mieux vous en convaincre, je vais vous présenter mon régisseur qui suit aussi mes investissements financiers. »

Sié parlait à voix forte mais il se tourne toutefois vers le hall pour appeler Aldebert.

- Sié, mon brave, peux-tu venir ?

Aldebert a profité des entretiens de la Bonne Lucie, Maryam et enfin Sié avec les visiteurs indésirables pour endosser des vêtements plus que modestes. En habits propres mais usagés, il fait tout à fait employé aux écritures.

- J'arrive, Monsieur. Dois-je apporter les livres de comptes ?

- Pas du tout. Les réponses que tu pourras donner à ces Messieurs, tu les as en tête. »

Et Aldebert, après un clin d'œil amusé entreprend de descendre le grand escalier intérieur vers le hall d'entrée avec une démarche lourde qui est loin de refléter son élégance naturelle. Je ne vois pas sa présentation aux deux escrocs, mais j'entends le dialogue. Ce que je vois de derrière les jalousies des volets du bureau, c'est que les deux yankees ont un mouvement de recul lorsque mon beau-père apparaît à l'entrée. Je me glisse hors du bureau et me mets dans l'angle de l'escalier pour assister à la scène. Le blanc reprend du poil de la bête. Devant le « régisseur » qui connaît manifestement bien la comptabilité de la plantation et des avoirs placés de la famille d'origine antillaise, riche bien que de mulâtres, le porte-parole de l'équipe de profiteurs d'occupation hausse le ton. La discussion s'envenime mais Sié-Aldebert calme tout le monde. Seulement le blanc au pantalon jaune a le malheur de déclarer qu'il regrette de devoir traiter avec un propriétaire nègre alors que le comptable, bien que nerveux est moins stupide que son maître.



Le blanc au pantalon jaune regrette de devoir traiter avec un propriétaire nègre

Aldebert fait mine de dévaler les trois marches de la véranda mais Sié, tout à son rôle de planteur intime à son régisseur de garder son calme. Seulement le courage n'étant pas le fort du couple de mercantis, le blanc fait démarrer son cheval en vitesse et le boguet disparaît en faisant voler le gravier blanc de l'allée. Avant de disparaître, le « yellowleg » hurle qu'il reviendra avec la troupe. La voiture disparue chacun reprend sa place. Aldebert reprend les vêtements qu'il a mis le matin et Sié prend congé pour aller vaquer à ses occupations normales. En ce moment, il veille au bon alignement des labours du champ de maraîchage dans lequel il va falloir planter des patates douces, des haricots à ramer et de tomates. Les semailles de maïs ont eu lieu et maintenant il faut se pencher sur l'arrachage des cotonniers qui ne donnent plus grand-chose.

Quelques jours plus tard, les deux mêmes ahuris se présentent à la plantation. Ils arrêtent leurs boguet devant l'escalier qui sert de perron et cette fois ils sont manifestement fort en colère. Au moins le blanc.

Comme par hasard, c'est la Bonne Lucie qui vient ouvrir.

Je suis à l'orée de la ligne de bois que traverse l'allée qui vient de la grand' route. Je vois donc passer la voiture conduite en trombe au mépris des précautions et de la correction élémentaires qui doivent présider à la conduite des voitures et chariots rapides. J'interromps mon travail de vérification des fossés de recueil des eaux de pluie, fossés à désherber et curer après les pluies récentes, et je me dirige tranquillement vers la maison. Le blanc s'emporte et hurle contre la Bonne Lucie. Le noir, lui, reste silencieux sur son siège. Une fois il pose la

main sur le poignet du blanc qui s'arrache à la main du noir en lui jetant d'un air méprisant, « Toi ta gueule, c'est moi qui parle. » Et froidement, la Bonne Lucie lui rétorque :

- Monsieur, vous ne parlez pas, vous couinez comme un verrat. Si bien qu'on ne comprend rien à ce que vous dites. N'oubliez pas que je suis française et qu'il faut me parler lentement. Et puis vous pourriez écouter davantage votre scallawag qui a l'air d'être mieux éduqué que vous. Si vous croyez que votre comportement à vous yellowlegs et carpetbaggers va vous attirer la sympathie des nègres, vous vous trompez. Surtout ici. Nous sommes bien à la plantation et si vous voulez la voler à M. Toppenot, vous aurez tous les nègres qui vont vous renvoyer d'où vous venez.

- Ta gueule la grosse ! Je veux voir Toppenot, et pas son nègre, cette fois-ci. »

Lucie va répliquer, mais la porte d'entrée s'ouvre et Élisabeth Toppenot s'encadre dans l'ouverture. Elle est habillée sobrement et se présente « en cheveux »¹.



Élisabeth Toppenot s'encadre dans l'ouverture.

Elle va parler. Je sais qu'elle va parler. J'ai les yeux fixés sur elle et ce n'est qu'au dernier moment, quand elle entre dans mon champ de vision, que je remarque l'arrivée à pas comptés de Miarka, la slave épouse de Tertullien. Dans sa main gauche qui pend derrière son dos, il y a une arme de poing que je ne connais pas. J'identifie bien un Smith & Wesson, mais je ne le savais pas appartenir aux armes de la maison. Il n'est pas très gros mais doit être assez meurtrier.

- Eh bien Messieurs », fait Élisabeth en forçant un peu son accent franco-créole. Est-il de mise dans vos contrées du Nord d'insulter la Mama de la maison. Que penserait Madame votre mère, si elle vous entendait crier autant d'horreur à un membre de ma famille ? Car Madame Roncière est une parente à moi et m'a élevée en même temps que ma mère lorsque j'étais enfant.

Je perçois une hésitation chez le blanc toujours assis dans sa voiture. Manifestement, il ne veut pas perdre la face devant « son nègre ».

- Madame, je ne suis pas ici pour des mondanités. Remballez votre blablabla. J'exige de voir votre mari.

- Monsieur, mon mari est absent. Il est en ville pour plusieurs rendez-vous. S'il a déjà quitté le Commandement militaire de la place, il doit être à la Mairie. Ou ce qu'il en reste après les exactions dues à la guerre.

- Vous voulez dire que vous êtes seule ?

¹ En cheveux : Tête nue, sans foulard, sans chapeau ni voilette.

- Pas tout à fait. Il y a donc Madame Roncière que vous avez vue, Mademoiselle Rosière que vous connaissez, Madame Ramade que vous ne connaissez pas et qui se tient près de votre cheval avec son revolver. »

L'homme a un geste vers sa poche et Miarka pointe son arme sur la poitrine du blanc qui remonte lentement sa main vers la rampe de la banquette de la voiture.

- J'oubliais mon gendre le Baron de Berdeilhe, qui est un diplomate français accrédité auprès du Département d'État à Washington. »

Élisabeth dit ceci alors que mes pas commencent à faire crisser le gravier. Par précaution, j'ai ouvert le rabat de l'étui de mon LeMat dont le canon lisse est chargé à chevrotines parce que je crains toujours quelque serpent venimeux dans ces bois à la végétation subtropicale. J'ai aussi chargé huit des neuf chambres du barillet avec des balles ovales. J'ai pu en trouver de calibre 41 qui s'adaptent à mon arme.

Les deux hommes se tournent vers moi et commencent à sentir tourner le vent. Le blanc, qui conduit, a un mouvement vers la mécanique pour desserrer le frein. Je braque mon LeMat sur la tête du cheval.

- Monsieur, ne tentez rien pour partir ou j'abats votre cheval.

- Mais...

- Je vous en prie, obtempérez ou je vous jure que je mets ma menace à exécution.

- Et vous serez pendu pour avoir abattu un cheval.

- Rassurez-vous, ceci ne me soucie pas. Vous voulez rencontrer M. Toppenot, eh bien vous allez le rencontrer. Et pour ce faire vous allez attendre son retour. »

L'algarade de tout à l'heure n'est pas passée inaperçue. Peu à peu, la nouvelle s'est répandue de ce que les deux yankees de l'autre jour sont revenus en m'absence du maître de la plantation. Je subodore que la Bonne Lucie a dû envoyer prévenir Moïse et peut-être même Sié qui est assez loin vers l'ancienne parcelle de cotonniers. Et je vois peu à peu les hommes revenir des champs avec des outils à main, et deux avec des armes à feu qui escortent toujours les équipes agricoles pour éviter les attaques de bêtes sauvages malades, enragées ou autres. De toute façon tous les ouvriers des champs sont porteurs de sabres à canne, outils indispensables dans les champs de canne à sucre mais qui sont aussi des armes redoutables entre des mains d'hommes – et de femmes – en colère. La foule est en train de s'approcher par l'arrière de la maison quand arrive la calèche d'Aldebert qu'il conduit lui-même tant il y a d'ouvrage à la plantation. Mais Aldebert n'est pas seul. Il a ramené de Charleston Pierre et Gidéon qui se pavanent tels des princes sur la banquette arrière. Devant la situation qu'ils devinent tendue, ils rectifient la position et je vois Gidéon se baisser et reparaître un coach gun à la main. Aldebert arrête sa voiture juste derrière le boguet des indésirables, sans doute pour qu'ils puissent repartir sans manœuvrer leur attelage. Il se rue aux nouvelles. Élisabeth expose les tenants et aboutissants de la visite impromptue des deux importuns. Calmement elle rapporte les propos incorrect du blanc tant à l'égard de Lucie qu'à son égard à elle. Aldebert jette un regard circulaire. Je suis sûr qu'il a tout vu, le Smith de Miarka, les fusils que tiennent les employés, les fourches et surtout la colère qui fige les yeux des ouvriers de la plantation et leurs cadres. Alors il fait le tour du boguet vers la droite pour ne pas être dans un champ de tir potentiel. Il attrape le blanc par sa lavallière et le plastron de sa chemise et lui dit d'une voix froide et tremblante de rage :

- Il me semblait vous avoir dit de ne pas revenir montrer votre figure chafouine de profiteuse de guerre. Je vous rappelle : la première rencontre est un concours de circonstance, la deuxième une coïncidence et la troisième est une déclaration de guerre. Revenez encore une fois et vous repartirez les pieds devant.

- Vous faites bien le faraud, Johnny Reb, mais la prochaine fois ce sera avec la troupe que je reviendrai.

- À votre place, je ne prendrais pas le pari.

- C'est ce que nous verrons, Johnny Reb ! Et vous rigolerez moins, vous et vos nègres ! Et lâchez-moi maintenant ! »

Aldebert ne lâche pas le collet du crapaud. Je devine qu'il se retient pour ne pas frapper de son poing de pratiquant de la boxe anglaise dont il a été un champion dans sa jeunesse.



Aldebert ne lâche pas le collet du crapaud.

Les deux hommes se dévisagent et la tension est lourde entre leurs deux visages quand sort du tunnel d'arbres de l'allée venant de la route une voiture fermée tirée par deux chevaux. Le cocher prend l'allée circulaire du jardin d'honneur à sens inversé pour bloquer tout mouvement en avant du boguet lequel se trouve donc pris entre deux attelages.

Le valet de pied descend prestement du banc du cocher et ouvre la portière de droite. En descend un homme en complet et haut de forme. Puis le valet fait le tour de la voiture noire par l'arrière et ouvre la porte dont descend un colonel de l'armée yankee dont la vareuse porte les couleurs du Génie.

- Bonjour Aldebert. Hou mais je vois bien des armes brandies, dans ce jardin à la française ! Nous referiez-vous la bataille de l'Alamo ? Je vois une charmante jeune lady avec un Smith & Wesson qui me semble bien neuf, Monsieur de Berdeilhe arbore son magnifique LeMat et des coach-guns me semblent bien loin de toute diligence. Mais vous-même Aldebert, ne me dites pas que vous allez écraser le nez de cet opossum en quête de bonnes affaires ! Regardez cet avorton, il ne combat pas dans votre catégorie. »

Le ton badin de ce Monsieur qui semble connaître tout le monde détend un peu l'atmosphère mais les employés et ouvriers attendent manifestement le signal du « chef » pour mettre leurs armes au repos.

- Vous arrivez à point, messieurs. Je ne savais que faire de cette limace. » Il dit ceci en lâchant la cravate du yellowleg et en s'essuyant les mains sur les revers de la veste du chafouin. Comme s'il les avait effectivement mouillées en touchant le ventre d'une limace.

- Monsieur Sandersen, il me semblait vous avoir recommandé de rester loin de cette plantation. Il y a dans les creeks qui irriguent ces bois des sauriens locaux qui ont grand appétit. Il serait bien dommage que vous finissiez par leur servir d'en-cas. Vous ne seriez pas le premier, m'a-t-on dit. Mais il est vrai que tant de légendes courent la campagne...

- C'est intolérable ! J'ai reçu une placet qui m'autorise à racheter les terres des plantations dont les propriétaires ne peuvent pas payer leurs impôts. Et cette plantation est sur la liste. »

Le Monsieur prend un air abasourdi et se tourne vers Aldebert qui a fini par calmer sa colère froide.

- Aldebert, qui peut bien vous en vouloir à ce point ?

- Michael, il y a en ville une bonne centaine de néfastes qui aimeraient me voir six pieds sous terre. Ils n'ont rien pu faire contre nous malgré de nombreuses tentatives pendant cette stupide guerre civile, alors ils se sont sans doute mis en tête de me pourrir les humeurs je pense pour me causer des brûlures d'estomac. Monsieur Sandersen, on vous a mal orienté. Je croyais que vous aviez compris, l'autre jour, que la plantation est prospère.

- Allons, c'est un nègre qui s'est présenté comme le maître. Ensuite on m'a présenté un comptable qui n'était autre que vous. Alors quand je suis allé voir l'homme qui m'a vendu la liste, il m'a assuré que son tuyau est bon et il m'a demandé de vous décrire. Alors quand je lui ai dit que vous êtes un nègre il a ri et m'a expliqué que vous vous étiez tous fichus de moi.

- Et on peut savoir quel bookmaker vous a vendu ce tuyau crevé ?

- Un ancien employé aux écritures du bureau du percepteur de Charleston.

- Je vous suggère soit de me donner son nom, soit d'aller le voir et de lui faire rentrer la tête entre les épaules. »

Manifestement, le sieur Sandersen s'est fait avoir dans les grandes largeurs. Mais ce n'était pas une raison pour tenir les propos qu'il a tenus et surtout pour venir tenter d'impressionner les « vaincus » que nous sommes. Le président Johnson, reprenant l'idée directrice de feu le Président Lincoln, tient à ce que la situation se normalise entre les deux anciennes factions combattantes pour relancer la grande aventure de l'expansion vers l'Ouest. Il est bien évident qu'une famille comme les Toppenot qui dispose de moyens, qui a devancé la proclamation d'indépendance et qui offre sur le marché des biens de première nécessité est un atout énorme pour la reconstruction de la confiance dans la ville où a eu lieu la première bataille sérieuse entre des troupes confédérées et celles de l'Union.

- Monsieur Sandersen, savez-vous qui je suis ? » demande le Monsieur au haut-de-forme. Manifestement, le rat ne le sait pas. « Je suis le nouveau Juge fédéral affecté à Charleston. Le juge de paix et moi-même sommes amis depuis longtemps. Nous avons débuté ensemble à Savannah avant de partir lui pour la Caroline du Sud et moi pour Boston. Insulter des gens chez eux, ne pas tenir compte de la déclaration d'émancipation, tout ceci peut vous conduire devant le procureur de l'État. Mais les infractions aux règles et lois fédérales vous conduiraient devant moi et mon tribunal. Alors tenez-vous pour dit de ne plus venir importuner la plantation Toppenot.

- Mais je n'ai rien dit d'interdit, je vous assure... »

Je vois un mouvement à la fenêtre du bureau du télégraphe où nous avons encore un télégraphiste militaire. Et puis le sapeur télégraphiste s'encadre dans la porte d'entrée. Il contourne respectueusement Élisabeth qui le regarde passer avec un sourire. L'homme descend les marches du perron et se présente au colonel du Génie. Il salue de façon très professionnelle et demande : « Autorisation de faire un compte-rendu ! »

Le colonel regarde le juge qui lui fait un petit signe de tête approbateur ? Alors, le militaire fait un rapport concis de la première visite du couple de profiteurs de guerre et de celle d'aujourd'hui avant l'arrivée du Juge et du colonel. Le visage du blanc se décompose à vue d'œil et le nègre devient grisâtre. Jusqu'à la fin du compte rendu où le soldat souligne que le noir est resté correct et a même tenté de calmer le blanc.

- Monsieur, je vous laisse une chance pour cette fois-ci. Mais souvenez-vous que si nous étions dans un tribunal, le fait de mentir à la Cour vous aurait conduit directement en prison pour une procédure incidente laquelle aurait constitué une circonstance aggravante de la peine principale. Je ne pense pas que le Juge Barthélemy, le juge de paix du district, serait plus clément que moi sur ce point. Nous allons donc vous laisser repartir mais ne revenez plus ici. La plantation Toppenot n'est pas à vendre. »

Le cocher de la grosse voiture noire fait manœuvrer son attelage et le boguet léger repart tandis que le conducteur blanc jette des regards incendiaires aux témoins de cet incident. Tandis que Moïse ramène la calèche au garage à voitures et la jument à l'écurie, je referme le rabat de mon étui à revolver. Puis je déboucle le ceinturon et enlève le baudrier de mon épaule. Mon équipement à la main, je reviens à pas comptés vers la maison. Je laisse Aldebert et son ami le juge entrer dans le hall. Miarka est resté au bord de la piste et se tient avec son revolver à la main.

- Eh bien, Miarka ! Jolie arme que vous avez là.

- C'est Tertullien qui me l'a offerte. C'est le nouveau de Smith. Petit mais précis et efficace. Mais il faut pouvoir se procurer les munitions. Nous en avons quelques-unes, mais j'espère que Tertullien en trouvera à Savannah. Mais j'en doute.

- Je vous en rapporterai de Washington la prochaine fois que j'irai. Mais avez-vous gardé les étuis des cartouches tirées ?

- Oui. Tertullien a grande confiance dans le fait que vous puissiez les recharger. Avec l'aide de Pierre qui sait fabriquer la composition d'amorçage, m'a-t-il dit.

- C'est je pense tout à fait possible. Mais il vaut toujours mieux avoir des cartouches neuves. Bon, je vous quitte, je dois aider Hélène pour la fête des semailles à laquelle vont participer les enfants de l'école. »

Je rentre enfin dans la maison, toujours mon équipement à la main. Pour éviter tout accident avec Pierre-Hubert Jr qui commence à galoper partout et tout toucher, il est devenu d'usage de ranger les armes dans une armoire fermée que notre fils ne peut ouvrir. J'y pose mon arme dans le compartiment des armées chargées. Cette armoire se trouve sur le palier de l'étage devant la porte du bureau. Je verrouille l'armoire et je suis en train d'accrocher la clé quand Aldebert s'encadre dans la porte du bureau qu'il vient d'entrebâiller. Il me fait signe de le rejoindre. Nous prenons place dans les fauteuils club du coin de la grande pièce et mon beau-père allume un cigare de Virginie.

- Pierre-Hubert, Tertullien est parti à Savannah non seulement pour son rapport périodique au Consul de France, mais aussi et surtout pour rencontrer le nouveau capitaine de l'Ortac. Il s'agit de votre cousin de Linières qui était le second de la frégate qui vous a conduit en Guadeloupe il y a maintenant six ans. Et si votre cousin a pris ce commandement, c'est parce que l'Ortac va exporter pendant quelques voyages des armes de la Confédération à destination des planteurs de la Caraïbe. Officiellement, l'Ortac se chargera de toile de coton pour divers usages. Mais en fait nous avons trouvé là une solution pour éviter que les armes que les yankees considèrent comme illégales finissent à la casse. Il s'agit de saisir une occasion qui ne durera pas. L'état-major yankee veut réarmer ses soldats, ceux qui resteront mobilisés pendant un temps pour maintenir l'ordre de Washington dans les contrées en reconstruction, mais lorsque la marche vers l'Ouest reprendra, il faudra des armes modernes à ce qu'il faudra désormais appeler « nos » soldats. Seulement, les armes de surplus venant de l'armée du Potomac vont rapidement s'épuiser. Et les pionniers de la nouvelle marche vers l'ouest seront bien heureux de trouver des Griswold et autre Schneider en bon état de marche et ils achèteront alors ceux que les yankees sont en train de confisquer officiellement pour les détruire. Mais comme les sanctions sont encore graves lorsque les dixies se font prendre avec des « copies sauvages » de colts et comme les militaires confisquent ces armes sans dédommagement, ceux qui en ont cherchent à les vendre au marché noir. Là encore les sanctions sont graves. Alors j'ai trouvé un modus vivendi avec le Maire intérimaire de Charleston et le Juge fédéral Michael Webert. Je récupère les armes, officiellement par délégation du commandement militaire, d'où la présence du colonel du Génie, et ceci pour les retirer de la circulation en Caroline du Sud. J'ai deux solutions. La première je les stocke, la deuxième je les exporte. Et j'ai choisi de combiner les deux solutions. Je vais en exporter une partie et stocker l'autre pour les vendre plus tard dans l'ouest. Votre cousin de Linières se

charge de faire le grossiste en armes pour la Caraïbe. Et comme nous allons pouvoir relancer le commerce de toile de coton, ses bateaux sillonneront les eaux tropicales avec double manifeste de bord. Dont l'un sera, disons..., discret. Mais c'est son affaire. Nous avons déjà un accord pour trois mille revolvers du genre Colt Navy du modèle 1851. Il est même preneur des armes civiles d'avant la guerre, de celles que les armuriers privés accrédités par Colt terminaient en les alésant et les rayant au calibre désiré. Pour le moment, en opérant discrètement pour ne pas irriter la commission de vérification, nous opérons en secret et les « vendeurs » viennent à la pharmacie. J'ai débloqué deux mille cinq cents dollars fédéraux pour acheter les armes suivant une cote qui tient compte de l'état des armes.

- Et vous n'avez pas peur que quelque néfaste ne vous dénonce, par exemple s'il n'obtient pas le prix qu'il souhaite d'une épave ?

- Un risque à courir. Mais officiellement nous récupérons les armes, nous ne les achetons pas. Et il nous sera facile de déclarer que le type qui nous dénoncera le fait par esprit de vengeance parce que nous avons refusé de lui donner de l'argent qu'il nous aurait demandé de lui payer, pour une arme « illégale. Le Maire et le juge fédéral préfèrent exercer l'autorité qu'on leur a conférée de façon à ne pas exercer de pression excessive sur les vaincus. Il ne faudrait pas que l'opinion publique se montât jusqu'à l'émeute. Et la détention d'arme est un élément constitutif de la liberté de chaque citoyen des États-Unis. Des « États réunis », devrais-je dire. Pour le moment les armes réformées sont vendues par des cabinets de ventes aux enchères. Elles sont nombreuses et les cours ne s'enflamment pas trop. Si nous parvenons à acheter les armes aux détenteurs « frauduleux » pour un prix qui sans être trop élevé peut rester acceptable pour éviter les amendes, tout le monde trouvera son compte à cet arrangement. Mais comme Colt et les autres fabricants auront du bois sur le billot avec les marchés de modernisation de l'armement et la généralisation des cartouches métalliques, il ne se passera pas trop longtemps avant que les copies sans licence se remettent à circuler librement. Nous avons donc peu de temps pour faire des affaires d'armes avec les Antillais. Et je crois que votre cousin de Linières a bien compris qu'il y a là une occasion hors pair d'importer des armes de qualité à un coût dérisoire par rapport à ce coûtent les armes venant d'Europe. Entre vos taxes d'octroi de mer, le coût du passage en bateau et le fait que les colonies passent après les clients de France, vos planteurs trouvent très pratique de commercer avec nous même en matière d'armes individuelles. Mais il faut reconnaître que nos vieux « mousquets » ne les intéressent pas. Ils sont plutôt demandeurs de carabines Sharps, Spencer ou Henry. Les Sharps parce qu'elles sont vraiment puissantes et les Spencer et les Henry parce qu'elles tirent plusieurs coups rapidement grâce aux cartouches métalliques.

Donc, cette affaire d'armes est en cours et je compte bien en retirer plusieurs milliers de dollars fédéraux. Le cours du franc-or est bon malgré la guerre au Mexique.

Mais un autre projet intéresse les autorités de reconstruction en Caroline du Sud : la mise sur pied d'une école secondaire gratuite pour les noirs. Et là nous sommes directement intéressés. Il va falloir des professeurs pour cette école et nous en avons. Sans parler de votre épouse et de votre belle-sœur, ni même de votre belle-mère, nous avons des noirs instruits. Je suis sûr que Moïse serait un jeune professeur tout à fait à la hauteur. Bien sûr nous serions obligés de nous passer de lui, mais c'est une idée à creuser et je vais en parler à Sié et à Moïse lui-même. L'accès des nègres à l'instruction est un projet qui tient à cœur de bien des gens, même si les réticences sont encore nombreuses. Une école gratuite pour les noirs devra trouver des ressources et seule la municipalité pourra trouver des commanditaires et des fonds. Pour le moment, le Maire a pris contact avec le Révérend Cardoza qui est lui-même en contact avec le Révérend Charles Avery. Charles Avery est un pasteur méthodiste fort riche qui est prêt à jouer le mécène pour la création d'une école. En plus d'une forte somme encore à déterminer, Charles Avery est entré en contact avec des mécènes des grandes villes du nord

comme New York mais aussi avec des donateurs d'ici. J'ai personnellement été contacté et je me suis engagé à impliquer la plantation dans la construction des bâtiments et installations qui seront nécessaires à ce qui sera la future école pour les noirs. D'après ce que m'a dit le Maire, l'Association Missionnaire Américaine de New York fournira le personnel d'encadrement de cette école, mais je suis sûr que la participation de professeurs noirs venus de Charleston serait bien vue. D'où mon idée de proposer Moïse.

- Je vois que la plantation ne manque pas de projets. Mais nous continuerons à avoir une école ici ?

- Cela me semble une nécessité. J'espère bien que vous reprendrez la plantation après moi. Nous n'en sommes pas là mais je compte bien changer les statuts de cette plantation. De familiale nous allons en faire une compagnie plus générale avec des actionnaires, même si la famille garde la majorité. Nous sommes suffisamment nombreux pour nous partager le travail même si nous devons tenir compte du fait que les dames ont déjà beaucoup de charges avec les enfants. Mais entre nous deux, Tertullien, Sié, Moïse s'il ne rejoint pas cette école à l'avenir et d'autres que je commence à découvrir maintenant que les activités reprennent.

D'autre part il va falloir profiter de la reconstruction pour étoffer notre industrie. Il faut absolument que nous produisions les biens industriels qui nous sont nécessaires. Notre État ne peut se contenter d'être agricole. Il faut mettre l'accent sur l'instruction du Kindergarten à l'université. Le général Grant compte reprendre l'arsenal qui est maintenant désaffecté pour y installer une Académie militaire. Car nous aurons besoin de forces armées à l'esprit renouvelé pour assister les conquérants de l'Ouest et faire reculer la *frontier*. Quand il n'y aura plus de zone incertaine entre l'Océan Atlantique et le Pacifique, alors nous aurons terminé la première phase de construction du plus grand pays du monde. Cela va encore demander beaucoup d'efforts de la part de tous, ingénieurs, ouvriers, entrepreneurs, banquiers militaires et tout ce qui fait qu'une nation vit dans l'ordre et la prospérité.

- Vous avez des dons de visionnaire, Aldebert. À vous entendre l'avenir est au plus beau. Mais pour le moment, la Caroline du Sud est en ruines et nos nègres n'ont plus de travail, ils sont dans la misère et le dénuement, leurs enfants meurent de sous-alimentation...

- Et nous faisons ce que nous pouvons à notre niveau pour nourrir le maximum de gens. Mais il faut aussi que nous vivions. C'est ce que je dis toujours : L'argent appelle l'argent, il a horreur de la misère et la fuit à toutes jambes. Pour enrayer cette situation, il faut donner du travail aux pauvres. Alors on pourra leur donner de l'argent. Mais il est immoral de donner de l'argent sans travail en contrepartie. Je veux dire payer régulièrement les gens à ne rien faire. Que vous donniez une aumône à la sortie de l'église, c'est bien. Que vous transformiez un mendiant en rentier avec votre fortune, ce n'est pas lui rendre service parce qu'il ne vit plus que par vous. En fait, il devient votre esclave, en quelque sorte. En revanche si vous le mettez au travail, en homme libre, il vit de ses efforts et retrouve sa fierté. Il est reconnu par les moyens qu'il se donne par sa participation à la création du bien commun en prenant sa part dans la division du travail. Alors que s'il reste avec sa sébile tendue sans travailler pour gagner ce qui y tombe, il n'a plus de rôle social et n'a donc plus d'honneur. Il finit par en arriver à détester ceux qui lui donnent leur obole. Je vais paraphraser Voltaire pour qui le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. Mais j'ajoute qu'il donne à l'homme une valeur sociale dont il a besoin. Et lorsque, arrivé au soir de sa vie, il vit dans sa dernière retraite il fait figure de sage et éclaire son entourage de son expérience mais surtout du recul qu'il prend pour pallier le fait que ceux qui sont obnubilés par l'immédiat ont les yeux fixés sur les mancherons de la charrue. À ceux-là donc l'ancêtre rappelle de regarder le bout du champ pour tracer leur sillon dans la bonne direction.

S'il n'a rien fait que tendre une sébile, l'homme garde les yeux fixés sur le fond de sa sébile. Il est inutile dans sa vieillesse comme il l'a été durant sa vie. »

Aldebert n'a pas tort, en fait. Il est temps de remonter ses manches et de commencer à reconstruire.